

Programmes scolaires: des syndicats vent debout contre une réécriture "autoritaire"

Paris, 12 juil. 2018 (AFP) -

De nombreux syndicats ont claqué la porte jeudi du Conseil supérieur de l'éducation (CSE) pour manifester leur opposition à la réécriture sans consultation d'une partie des programmes scolaires et dénoncer "l'autoritarisme" du ministre Jean-Michel Blanquer.

Cette instance devait rendre un avis consultatif sur "les ajustements" décidés pour la rentrée 2018 par le Conseil supérieur des programmes (CSP).

Fin du "prédicat", maîtrise des quatre opérations au CP, conjugaison du passé simple à toutes les personnes, dictée quotidienne, notions théoriques à maîtriser en enseignement moral et civique: dans ses recommandations, le CSP reprend largement les recommandations qu'avait faites Jean-Michel Blanquer fin avril aux enseignants du primaire.

FSU, SE-Unsa, Unsa Educ, CGT'Education, Unef, FCPE (fédération de parents d'élèves) ont quitté la séance jeudi.

"À peine deux ans après la parution des programmes de 2016, sans concertation préalable avec les enseignants et leurs représentants, sans réunir le comité de suivi des programmes dont c'est pourtant le rôle, le ministre procède à une véritable réécriture de programmes", a déploré le Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire, dans un communiqué.

"L'ensemble des organisations syndicales ont voulu dénoncer l'autoritarisme du ministre" Jean-Michel Blanquer, a aussi indiqué à l'AFP Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa.

Outre le calendrier contraint, à moins de deux mois de la rentrée, les syndicats dénoncent la mise en place de "repères annuels" dans les acquis des élèves, censés permettre aux enseignants de mieux se situer dans la logique de cycles d'apprentissage. Ces repères "remettent en cause la politique des cycles pourtant inscrite dans la loi de refondation de l'école", estime le Snuipp-FSU.

Le SNALC, syndicat minoritaire qui n'a pas quitté la séance, a voté pour les modifications de programmes de français et mathématiques école et collège, mais s'est abstenu sur la question des repères de progressivité.

La semaine dernière, trois membres du Conseil supérieur des programmes, Guillaume Duval, rédacteur en chef d'Alternatives économiques, Denis Paget, professeur de lettres modernes et chargé de recherches à l'institut de recherche de la FSU et Marie-Aleth Gard, présidente d'ATD Quart-Monde, avaient déjà pris position contre les propos de la présidente du CSP, Souâd Ayada, dans une interview au Point.

Dans cet entretien, cette dernière mettait en cause son prédécesseur, Michel Lussault, qui avait démissionné avec fracas du CSP en septembre 2017, pour montrer son désaccord avec les orientations du ministre.

ito/fmp/sva/sd

Afp le 12 juil. 18 à 17 08.